

Le budget : une opportunité manquée d'obtenir une redistribution équitable

La FGTB a pris connaissance des grandes lignes du budget. Elle constate une fois de plus que le gouvernement Michel est le champion des politiques antisociales, injustes et malhonnêtes. Le gouvernement continue effrontément à jouer la carte du démantèlement social. D'un côté, l'impôt sur les plus-values a été évacué, de l'autre, on ne compte plus les mesures impliquant un recul social.

Le budget se résume une fois de plus à des mesures d'austérité sur le dos des citoyens. La participation du capital reste tristement faible et la légère amorce en vue d'un impôt sur les plus-values (à savoir la taxe sur la spéculation) a tout simplement disparu.

La FGTB constate un nouveau démantèlement de la protection sociale, même pour les plus faibles :

- Le gouvernement va chercher plus de la moitié des efforts budgétaires dans la sécurité sociale, alors que les ministres compétents avaient annoncé qu'opter pour une telle voie ne serait pas socialement raisonnable ;
- Il y a de nouvelles coupes dans l'enveloppe pour la liaison au bien-être : alors que la pauvreté augmente en Belgique et que le gouvernement avait promis de s'atteler au problème en relevant les minima ;
- Le démantèlement des périodes assimilées a été entamé : les personnes qui restent longtemps au chômage et les travailleurs en prépension percevront moins de pension ;
- Les malades ou les chômeurs devront attendre plus longtemps avant de pouvoir bénéficier d'une allocation (la période de stage passant de 6 mois à 1 an) ;
- Au lieu de créer de l'emploi, on sanctionne donc les chômeurs.

Par ailleurs, on sabre à nouveau dans les services publics alors que le personnel de la fonction publique est déjà sur la corde raide et que les services sont compromis. Les fonctionnaires voient aussi leurs droits à la pension détricotés (avec un alignement sur le secteur privé), alors que c'est justement le mouvement inverse qui est nécessaire.

Le dossier 'travail faisable' a également été approuvé. Les travailleurs devront donc travailler plus longtemps et de façon plus flexible et ce, pour moins de salaire :

- Le plan Peeters deviendra loi : désormais, les travailleurs devront travailler de façon plus flexible sur une année complète et accepter plus d'heures supplémentaires, qui donneront droit à moins de sursalaire et de repos compensatoire ;
- Il y aura encore plus de modération salariale qu'actuellement, les salaires seront quasiment gelés les prochaines années : constitution d'une réserve en cas d'écart salarial, corrections automatiques en cas de dépassement, non-prise en compte de la diminution des cotisations et des subsides salariaux, ... Même l'index n'est pas garanti à 100% et l'on ne fait même pas mention des augmentations barémiques !

Enfin, force est de constater que la concertation sociale, mais aussi les syndicats, sont mis hors-jeu.

- Le travail de nuit pour l'e-commerce est imposé par la loi dans tous les secteurs (une revendication patronale) ; le salaire minimum pour les jeunes est abaissé par la loi (une revendication patronale) ; la flexibilité est imposée par la loi (une revendication patronale) ; les efforts de formation des entreprises sont réduits à trois fois rien (une revendication patronale) ; les heures supplémentaires donnent droit à moins de sursalaire et moins de repos compensatoire (une revendication patronale). Le gouvernement aura beau prétendre que les travailleurs pourront mieux déterminer l'organisation de leur travail, la vérité le rattrapera...
- Le nouveau cadre pour la formation des salaires sera aussi imposé par la loi, avec l'apparition du handicap salarial absolu (une revendication patronale) ;
- Enfin, le gouvernement s'immisce dans la concertation sociale au niveau des pensions complémentaires, en permettant aux travailleurs eux-mêmes de choisir une pension complémentaire dans le deuxième pilier.

Bref, ce gouvernement applique la redistribution à l'envers. La richesse n'est pas également partagée, les salaires ne peuvent pas suivre l'évolution du bien-être, la pauvreté augmente et on va chercher l'argent dans le secteur des pensions, chez les malades et les chômeurs – qui continuent à être les premières victimes des mesures décidées. Les détenteurs de capitaux et les grandes entreprises sont encore et toujours épargnés.